

PROCOLE N^o 20.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1887.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi, sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Comte Inouyé et M. Aoki ;

Pour la France :

M. Sienkiewicz ;

Pour l'Autriche-Hongrie :

Le Comte Charles Zaluski ;

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Francis R. Plunkett et M. Hannen ;

Pour l'Italie :

M. de Martino ;

Pour la Belgique :

M. Neyt ;

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

M. Hubbard ;

Pour l'Allemagne :

M. von Holleben et M. Zappe ;

Pour la Russie :

M. Schévitch ;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark :

M. van der Pot ;

Pour l'Espagne :

M. Delavat ;

Pour Hawaii :

Mr Irwin ;

Pour le Portugal :

M. Loureiro ;

Pour la Confédération suisse :

M. von Holleben.

Le Président fait connaître que le texte officiel du dernier protocole n'a pu être achevé à temps pour être signé à la présente séance, et il propose en conséquence que la signature de ce document soit renvoyée à la prochaine réunion de la Conférence.

PROTOCOL N^o 20.

MEETING OF THE 12TH FEBRUARY, 1887.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present :

For Japan :

Count Inouye and Mr. Aoki ;

For France :

Mr. Sienkiewicz ;

For Austria-Hungary :

Count Charles Zaluski ;

For Great Britain :

Sir Francis R. Plunkett and Mr. Hannen ;

For Italy :

Mr. de Martino ;

For Belgium :

Mr. Neyt ;

For the United States of America :

Mr. Hubbard ;

For Germany :

Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;

For Russia :

Mr. Schévitch ;

For the Netherlands, for Sweden and Norway and for Denmark :

Mr. van der Pot ;

For Spain :

Mr. Delavat ;

For Hawaii :

Mr. Irwin ;

For Portugal :

Mr. Loureiro ;

For the Swiss Confederation :

Mr. von Holleben ;

The President announced that it had been impossible to prepare the official text of the Protocol of the last meeting of the Conference in time for signature at the present meeting ; and he proposed that, in consequence, the signature of this document should be postponed, until the next meeting.

M. Neyt demande à faire une observation sur le protocole. A la séance du 25 janvier, il a eu l'honneur de déposer, et l'honorable Délégué de France a déposé également, certaines propositions relatives à l'Article VII. Or, l'orateur voudrait savoir si ces propositions seront jointes au protocole de cette séance lorsqu'il sera imprimé. Il lui paraît indispensable, en effet, qu'elles y figurent, au moins comme annexes, afin qu'il en reste des traces officielles.

Le Président, en réponse à la question de l'honorable Délégué de Belgique, annonce que les propositions dont il s'agit seront imprimées en annexe au protocole n° 18.

M. Neyt remercie le Président de cette information, et ajoute qu'il demandera maintenant la parole sur l'ensemble des propositions japonaises.

Plusieurs Délégués remarquent que la discussion générale est close.

Le Président fait observer que c'est la discussion du projet paragraphe par paragraphe qui est actuellement à l'ordre du jour. Le second Délégué du Japon et lui-même ont mis à profit les suggestions faites par plusieurs Délégués à la dernière séance, principalement les amendements présentés à cette occasion par les honorables Délégués de France et de Russie, et ils ont fait rentrer dans leur nouveau projet d'amendements à l'Article VII, qui a été déjà communiqué aux Délégués, telles parties de ces suggestions et de ces amendements qu'ils ont cru pouvoir accepter. Ils ont la confiance que ce nouveau projet, qui a été préparé pour répondre au vœu exprimé par la Conférence à sa dernière réunion, lui paraîtra acceptable, et ils se borneront, pour l'instant, à signaler une ou deux erreurs de mots qui se sont glissées dans le texte français et qui ne sont que des fautes de copiste. Le Président ajoute que l'honorable Délégué de Belgique est libre, s'il le désire, de prendre maintenant la parole.

M. Neyt reconnaît la justesse de l'observation du Président, et dit qu'il se réservera de prendre la parole lors de la discussion des différents pa-

* V. ce document à la suite du présent protocole.

Mr. Neyt begged to make an observation on the Protocol. At the sitting of the 25th of January he had had the honor to lay on the table certain propositions in regard to Article VII, and the honorable Delegate of France had done the same. He wished to know whether these propositions would be joined to the Protocol of that meeting when it was printed. It appeared to him to be essential that they should figure in the Protocol in question, at least as annexes, in order that they should remain officially on record.

The President stated, in reply to the honorable Delegate of Belgium, that the propositions in question would be printed as annexes to Protocol No. 18.

Mr. Neyt thanked the President for this information, and added that he would now ask leave to address the Conference on the Japanese propositions as a whole.

Several Delegates observed that the general discussion was closed.

The President said that the business now before the conference was the discussion of the draft of amendments proposed by the Japanese Delegates to Article VII, paragraph by paragraph. The Second Delegate for Japan and himself had availed themselves of the suggestions made by several Delegates at the last meeting of the Conference, especially of the amendments submitted on that occasion by the honorable Delegates of France and Russia, and had embodied in the new draft of amendments to Article VII, which had already been submitted to the Delegates, such portions of those suggestions and amendments as they were prepared to accept. They trusted that this new draft, which had been prepared in compliance with the wish expressed by the Conference at its last meeting, would prove acceptable, and they need only, at that moment, call attention to one or two verbal inaccuracies in the French text which were merely copyists' errors. He added that the honorable Delegate of Belgium was now in order if he wished to address the Conference.

Mr. Neyt admitted the justice of the President's observations, and said that he would reserve his remarks until the different

This document is included as an annex in the present Protocol.

paragraphes.

Il est alors donné lecture du paragraphe préliminaire de l'Article VII, ainsi qu'il suit :

“La juridiction japonaise, à l'égard des procès civils dans lesquels des sujets ou citoyens seront parties, et à l'égard des infractions dont les lits sujets ou citoyens seront inculpés, sera soumise aux stipulations ci-après.”

M. Sienkiewicz donne lecture de la déclaration suivante :

“Notre honorable Collègue des Etats-Unis a cité, au cours du remarquable discours qu'il a prononcé à la dernière séance, ce dicton qui veut qu'il n'y ait pas un acte de Parlement au travers duquel on ne puisse faire passer un attelage à quatre chevaux. Cette manière de légiférer est peut-être le privilège des vrais, des grands Parlements; ce n'est point le privilège des Conférences. Nous avons beau nous donner parfois les allures d'un Parlement au petit pied, nous ne sommes qu'une simple Conférence et, dès lors, notre ambition devrait se borner, ce me semble, à ce que les règlements que nous élaborons fussent conçus de manière à ne pas donner prise à des interprétations qui en pourraient modifier le sens, la valeur et la portée.

“Je suis intimement convaincu qu'au fond, nous avons tous, à peu de chose près, la même opinion sur bien des points. S'il y a divergence, c'est plutôt en ce qui touche la direction qu'il convient de donner aux débats de la Conférence. Achever au plus vite l'examen de la Convention judiciaire, sauf à se reposer sur les Gouvernements intéressés du soin d'en combler les lacunes et d'en redresser les imperfections, telle est la méthode qui paraît être la plus en faveur. Je reconnais que cette méthode est plus politique. Il en est une autre, plus minutieuse dans les procédés, plus ingrate en elle-même, disons le mot, plus tracassière : c'est celle qui a pour objet de laisser le moins de place possible à des négociations ultérieures; c'est aussi celle que je m'efforce de suivre, dans la faible mesure de mes moyens.”

paragraphs came up for discussion.

The opening clause of Article VII, as follows, was then read : —

“In respect of Japanese jurisdiction in civil law suits to which subjects or citizens are parties, and in respect of criminal offences with which subjects or citizens may be charged, the following special stipulations shall come into force.”

Mr. Sienkiewicz read the following declaration :

“Our honorable Colleague of the United States, in the course of the remarkable speech which he delivered at the last sitting, quoted the saying that a coach and four horses can be driven through any act of parliament. This mode of making laws may be the privilege of real, of great parliaments; it is not the privilege of Conferences. It is all very well for us to assume sometimes the airs of a parliament on a small scale, but for all that we are only a simple Conference; and, therefore, we should limit our ambition, in my opinion, to framing the regulations, which we are now elaborating, in such a manner as not to give room for interpretations which might alter the sense, the force, and the application of those regulations.

“I am thoroughly convinced that at heart we are all very nearly agreed upon many points. If divergencies of opinion exist, they relate more particularly to the direction to be given to the discussions of the Conference. To finish as soon as possible the examination of the Jurisdictional Convention, even at the risk of leaving to the Governments which are interested the task of supplying the omissions which may occur and remedying the imperfections which may exist, such is the method which seems to be most in favor. I admit that this method is the most politic. There is, however, another, more minute in its operation, more ungracious in itself, and, I may say, more troublesome; it is that which has for its object to leave as little room as possible for subsequent negotiations; it is also the method which I am trying to follow to the extent of my limited abilities.”

Ces considérations générales exposées, le Délégué de France reprend en disant qu'il demandera la permission de faire une observation au paragraphe préliminaire de l'Article VII, dont le Président vient de donner lecture.—Sans s'arrêter à l'entrée en matière, dont la forme "... à l'égard ..." n'est peut-être pas irréprochable en français au point de vue du style, mais à laquelle les Délégués japonais semblent tenir puisqu'ils l'ont conservée dans leur nouveau projet d'amendements, il fera observer qu'en disant "à l'égard des infractions dont lesdits sujets ou citoyens pourront être inculpés..." , le préambule exclut la partie civile ; or, telle n'a pu être évidemment l'intention des auteurs du projet. L'orateur avait proposé, à la dernière séance, une rédaction ainsi conçue : " Lorsque la juridiction japonaise aura à connaître d'une affaire, soit en matière civile, soit en matière pénale, dans laquelle un ou plusieurs sujets ou citoyens seront en cause, à quelque titre que ce soit, les stipulations ci-après énoncées seront appliquées, à peine de nullité de toute la procédure et du jugement."—Cette rédaction, par l'expression "à quelque titre que ce soit", ayant l'avantage de comprendre également la partie civile, le Délégué de France croit devoir la soumettre de nouveau à la Conférence. Il est indispensable, en effet, que l'étranger intervenant comme partie civile dans un procès correctionnel ou criminel où l'accusé est un Japonais, ne soit point privé des garanties dont il jouirait dans une instance civile.

Aux objections de plusieurs Délégués qui expriment la crainte que cette rédaction ne soit trop large et ne paraisse s'appliquer également aux témoins,

M. Sienkiewicz répond que les termes mêmes qu'il a employés : "seront en cause" ne peuvent laisser à cet égard aucune place à l'équivoque.

Il ajoute qu'en proposant l'insertion, à la fin

Having made this general statement of views, the Delegate of France proceeded to say that he would ask leave to make an observation on the opening paragraph of Article VII, which the President had just read. Without pausing to dwell on the mode in which the subject was introduced, the form of which, — "in respect of" etc., — was perhaps not perfect in point of style in French, but for which the Japanese Delegates appeared to have a preference, as they had maintained the expression in their new draft of amendments, he would observe that in stating "in respect of criminal offences with which subjects or citizens may be charged," the preamble excluded the person suing for civil damages in a criminal action, which clearly could not have been the intention of the authors of the draft. He had proposed at the last sitting the following wording : "When Japanese jurisdiction has to take cognizance of a case, either civil or criminal, in which one or more subjects or citizens are concerned, in whatever capacity, the stipulations hereinafter enumerated shall have effect, on pain of nullity of all of the proceedings and of the judgment." This wording had the advantage of including, by the phrase "in whatever capacity," also the person who sued for civil damages in a criminal action, and the Delegate of France felt bound, therefore, to submit it again to the Conference. It was, in fact, essential that a foreigner appearing as a civil suitor in a criminal action, where the accused person was a Japanese, should not be deprived of the guarantees which he would possess in a civil suit.

To the objections made by several Delegates, who expressed the fear that this wording might be too comprehensive, and might seem to apply equally to witnesses, Mr. Sienkiewicz replied that the term which he had employed, "are concerned," excluded all doubt on this point.

He added that, in proposing the insertion at

the end of the paragraph of the words "on pain of nullity of all of the proceedings and of the judgment," his object had been to attach a penalty to the regulations which the Conference would draw up. Viewed in this light, the addition which he suggested appeared to him to be necessary.

The President desired to know whether any Delegate had any observations to make with reference to the amended wording proposed by the honorable Delegate of France.

Mr. de Martino said that he accepted the amendment of the honorable Delegate of France to the opening paragraph of Article VII, and begged to recommend its adoption by the Conference.

Mr. von Holleben associated himself with the opinion expressed by his honorable Colleague of Italy.

Mr. Hubbard also expressed his approval of the amendment.

The opening paragraph of Article VII, in the following amended form, was then read and was unanimously accepted by the Conference:—

"When Japanese jurisdiction has to take cognizance of a case either civil or criminal, in which one or more subjects or citizens are concerned, in whatever capacity, the stipulations hereinafter enumerated shall have effect, on pain of nullity of all of the proceedings and of the judgment."

Paragraph 1, as follows, was then read:—

"The Courts of First Instance (Chihō-saiban-sho), the Courts of Appeal (Kosoin), and the Supreme Court (Daishinin) shall be so constituted that a majority of the judges shall be of foreign nationality.

"The number of judges in a Court of Appeal shall be larger than that of the judges in a Court of First Instance, and the number of judges in the Supreme Court shall be larger than that in a Court of Appeal.

Mr. Sienkiewicz said that he felt bound to make an observation in regard to the second clause of this paragraph. He pointed out that at the last meeting, although he had reproduced this clause in one of his amendments, he had been careful at the same time to make certain

the end of the paragraph of the words "on pain of nullity of all of the proceedings and of the judgment," his object had been to attach a penalty to the regulations which the Conference would draw up. Viewed in this light, the addition which he suggested appeared to him to be necessary.

The President desired to know whether any Delegate had any observations to make with reference to the amended wording proposed by the honorable Delegate of France.

Mr. de Martino said that he accepted the amendment of the honorable Delegate of France to the opening paragraph of Article VII, and begged to recommend its adoption by the Conference.

Mr. von Holleben associated himself with the opinion expressed by his honorable Colleague of Italy.

Mr. Hubbard also expressed his approval of the amendment.

The opening paragraph of Article VII, in the following amended form, was then read and was unanimously accepted by the Conference:—

"When Japanese jurisdiction has to take cognizance of a case either civil or criminal, in which one or more subjects or citizens are concerned, in whatever capacity, the stipulations hereinafter enumerated shall have effect, on pain of nullity of all of the proceedings and of the judgment."

Paragraph 1, as follows, was then read:—

"The Courts of First Instance (Chihō-saiban-sho), the Courts of Appeal (Kosoin), and the Supreme Court (Daishinin) shall be so constituted that a majority of the judges shall be of foreign nationality.

"The number of judges in a Court of Appeal shall be larger than that of the judges in a Court of First Instance, and the number of judges in the Supreme Court shall be larger than that in a Court of Appeal.

Mr. Sienkiewicz said that he felt bound to make an observation in regard to the second clause of this paragraph. He pointed out that at the last meeting, although he had reproduced this clause in one of his amendments, he had been careful at the same time to make certain

en effet, que la rédaction sous sa forme présente ne rende pas exactement la pensée des auteurs du projet. Ceux-ci, en établissant une proportionnalité progressive entre le nombre des juges des tribunaux de première instance, celui des juges des Cours d'Appel, et celui des juges de la Cour Suprême, ont évidemment voulu parler du nombre des juges siégeant pour rendre un jugement ou un arrêt, et non pas du nombre de membres que chacun de ces tribunaux ou chacune de ces Cours pourra compter dans son ensemble. Or, cette idée n'apparaît pas clairement en français, et, pour la mettre mieux en lumière, le Délégué de France proposera la rédaction suivante :

"Aucun jugement ou arrêt ne pourra être rendu par un nombre de juges moindre que celui qui aura été déterminé par la loi.

"Cependant une chambre (ou section) de la Cour d'Appel sera composée d'un nombre de juges supérieur à celui des juges d'un tribunal de première instance; de même, une chambre de la Cour Suprême comptera plus de juges qu'une chambre d'une Cour d'Appel."

L'orateur ajoute que l'amendement qu'il met en avant, ainsi qu'on l'aura remarqué, se borne à interpréter le texte original, qui lui paraît obscur, sans en modifier la substance en quoi que ce soit, et qu'il ne touche point, d'ailleurs, au texte du premier alinéa qui demeure tel quel.

M. Neyt demande s'il ne serait pas plus simple encore de supprimer l'alinéa en question. Il ne voit pas, en effet, la nécessité de spécifier dans la Convention la proportionnalité du nombre des juges qui siégeront dans les tribunaux des divers ordres. C'est là un point spécial dont il lui paraît que la solution pourrait être laissée à la loi sur l'organisation judiciaire.

M. Hubbard dit que la nécessité de l'amendement proposé par l'honorable Délégué de France au second alinéa du paragraphe 1 ne lui apparaît pas. Cet alinéa porte que le nombre des juges d'une Cour d'Appel sera plus grand que celui des juges d'un tribunal de première instance, et que le nombre des juges de la Cour Suprême sera plus grand que celui des juges

reservations. He thought, in fact, that the present wording did not express exactly the meaning of the authors of the draft. Those authors, in establishing a progressive proportion between the number of judges in the Courts of First Instance, the number of judges in the Courts of Appeal, and the number of judges in the Supreme Court, clearly meant the number of judges sitting in those courts in order to give judgments, and not the total number of judges attached to each of those courts. This idea was not clearly expressed in the French text of the paragraph, and, in order to bring it out more plainly, the Delegate of France would propose the following wording :—

"No judgment of a lower or higher court shall be rendered by a number of judges less than that fixed by law.

"Nevertheless, each branch (or section) of a Court of Appeal shall be composed of a number of judges larger than that of the judges of a Court of First Instance; in the same way, each branch of the Supreme Court shall contain more judges than a branch of a Court of Appeal."

Mr. Sienkiewicz added that the amendment which he brought forward did not, as would have been seen, go beyond the interpretation of the original text, which appeared to him to be obscure, and affected in no way whatever the substance; and that, moreover, he had made no alteration whatever in the wording of the first clause, which remained as it had originally stood.

Mr. Neyt asked whether it would not be simpler still to suppress the clause in question. He did not see, in fact, the necessity of specifying in the Convention the proportionate number of judges who would sit in the various courts. This was a special point, the settlement of which might, he thought, be left to the law respecting the judicial organization.

Mr. Hubbard said that he failed to recognize the necessity of the amendment proposed by the honorable Delegate of France to the second clause of paragraph 1. That clause stated that the number of judges in a Court of Appeal should be larger than that of the judges in a Court of First Instance, and that the number of judges in the Supreme Court should be larger

d'une Cour d'Appel. Or, cette rédaction lui paraît être suffisamment claire et n'avoir besoin d'aucun changement.

Le Délégué des Etats-Unis ajoute que son honorable Collègue a fait allusion à une remarque faite par lui à la dernière séance à propos du dicton d'après lequel il n'y aurait guère d'acte de Parlement au travers duquel on ne pût faire passer un attelage à quatre chevaux. Ce que l'orateur a voulu dire par là, c'est qu'il est presque impossible de donner à une loi une rédaction assez parfaite pour défier les efforts d'une critique habile et perspicace. En faisant cette observation, il avait en vue l'idée,—idée qui lui paraît encore en situation,—que si la Conférence s'attache à vouloir perfectionner au delà des limites raisonnables le projet qui lui est soumis, et consacre son temps à l'examen de tant de propositions si diverses, elle n'aboutira, en définitive, à aucun résultat pratique.

M. Sienkiewicz croit devoir faire observer, en réponse aux remarques du Délégué des Etats-Unis, que son honorable Collègue paraît l'accuser de compliquer gratuitement les travaux de la Conférence, alors que sa seule intention, en proposant l'amendement qui lui vaut ce reproche, était de faire mieux ressortir, en français, la pensée des auteurs du projet. En anglais, il est vrai, aucune équivoque n'est possible, le mot "Court" s'appliquant seulement à la Cour ou au tribunal tel qu'il est composé pour rendre un jugement; mais, en français, le mot "Cour" ou "tribunal" s'entend de l'ensemble des juges appartenant à un prétoire, et c'est pour éviter toute confusion que l'orateur a cherché à préciser, dans sa langue, un idée suffisamment claire dans la langue de son honorable contradicteur.

M. de Martino dit qu'il ne peut partager l'opinion émise par son honorable Collègue de Belgique sur la suppression du second alinéa du paragraphe 1. S'il avait à choisir entre la proposition de l'honorable Délégué de France et la proposition de l'honorable Délégué de Belgique, l'orateur se prononcerait en faveur de celle de M. Sienkiewicz.

Le Président fait connaître que les Délégués japonais acceptent volontiers l'amendement de l'honorable Délégué de France, dont le texte

than that in a Court of Appeal. In Mr. Hubbard's opinion this wording was quite clear and needed no amendment. His honorable Colleague had alluded to a remark which he (Mr. Hubbard) had made at the previous meeting in regard to the saying that a coach and four could be driven through almost any Act of Parliament. The idea which the Delegate of the United State had meant to convey on that occasion was that it was almost impossible to frame a law in terms so perfect as to defy the efforts of acute and learned critics. He had thought when he made this observation, and it still seemed to him to be the case, that if the Conference carried its efforts to perfect the scheme before it beyond reasonable limits, and devoted its time to the consideration of so many and such various propositions, it would finally arrive at no practical result.

Mr. Sienkiewicz felt bound to observe, in reply to the remarks of the Delegate of the United States, that his honorable Colleague appeared to accuse him of gratuitously complicating the labors of the Conference, when his only intention in proposing the amendment which had called forth this criticism was to bring out more clearly in the French text the meaning of the authors of the draft. In English, it was true, no doubt was possible, as the word "court" applied only to a higher or lower court as it was formed for giving judgments, but in French the word "Cour" or the word "Tribunal" meant all of the judges belonging to one judicial department, and it was in order to avoid any confusion that he had endeavored to bring out more clearly in his own language an idea which was sufficiently clear in the language of his honorable critic.

Mr. de Martino observed that he was unable to concur in the suggestion of his honorable Colleague of Belgium for the suppression of the second clause of paragraph 1. If he were called upon to choose between the amendments proposed by the honorable Delegates of France and Belgium, he would pronounce in favor of that of Mr. Sienkiewicz.

The President said that the Japanese Delegates had much pleasure in accepting the amendment of the honorable Delegate of France, the word-

est plus clair que celui de leur propre projet.

Lecture ayant été donnée du paragraphe 1, sous la forme proposée par le Délégué de France,

M. Hubbard exprime l'opinion qu'il serait peut-être avantageux de spécifier d'une manière plus précise que la majorité des juges dans chaque tribunal et dans chaque Cour sera de nationalité étrangère.

Le Président observe que la rédaction proposée par le Délégué de France lui paraît satisfaisante, et que les Délégués japonais préfèrent l'adopter telle quelle.

M. Hubbard, malgré toute sa déférence pour l'opinion exprimée par l'honorable Président, n'en pense pas moins encore, en tenant compte du fait que le premier alinéa du paragraphe 1 fait mention de trois ordres distincts de tribunaux, que les termes de ce paragraphe seraient rendus plus clairs par l'insertion après le mot "judges" des mots "in each of the said Courts." Le paragraphe prendrait alors la forme suivante :

"The Courts of First Instance (Chihō-soibansho), the Courts of Appeal (Kosoin), and the Supreme Court (Daishinin) shall be so constituted that a majority of the judges in each of the said Courts shall be of foreign nationality."

Le Délégué des Etats-Unis ajoute que cet amendement a pour objet d'établir d'une manière absolue et qui ne laisse aucune place au doute, le principe qui constitue l'objet principal de l'article, à savoir que dans chacun des tribunaux qui auront à juger les procès où des étrangers seront en cause, que ce soit un tribunal de première instance, une Cour d'Appel ou la Cour Suprême, la majorité des juges sera de nationalité étrangère.

En ce qui touche le changement proposé par l'honorable Délégué de France au second alinéa du paragraphe 1, M. Hubbard n'en voit pas la nécessité absolue; il l'acceptera néanmoins, plutôt que de provoquer des débats qui autrement n'en finiraient pas.

M. Hammen, au nom du premier Délégué de Grande-Bretagne et en son nom personnel, dit approuver l'amendement proposé par l'honorable Délégué des Etats-Unis au premier alinéa

ing of which was clearer than that of the draft.

Paragraph 1, as amended by the Delegate of France, having been read,

Mr Hubbard said that he thought it might be advantageous to specify more distinctly that the majority of judges in each court should be of foreign nationality.

The President stated that the wording proposed by the French Delegate appeared to him to be satisfactory, and that the Japanese Delegates would prefer to adopt it as it was.

Mr. Hubbard, with all deference to the opinion expressed by the honorable President, still thought, bearing in mind the fact that three distinct classes of courts were referred to in the first clause of paragraph 1, that the wording of that paragraph would be made clearer by the insertion after the word "judges" of the words "in each of the said courts." The paragraph would then read as follows:—

"The Courts of First Instance (Chihō-sai-bansho), the Courts of Appeal (Kosoin), and the Supreme Court (Daishinin) shall be so constituted that a majority of the judges in each of the said courts shall be of foreign nationality."

The Delegate of the United States added that this amendment tended to secure absolutely and beyond doubt the main object of the Article, which was that in each court which was to try cases in which foreigners were concerned, whether it was a Court of First Instance, a Court of Appeal, or the Supreme Court, the majority of judges should be of foreign nationality.

With regard to the alteration proposed by the honorable Delegate of France in the second clause of paragraph 1, Mr. Hubbard did not think that there was any real necessity for it, but he would accept it rather than encourage what would otherwise be an almost endless debate.

Mr. Hammen observed that, for the First Delegate of Great Britain and himself, he approved of the amendment proposed by the honorable Delegate of the United States to the first clause

du paragraphe 1. Il ajoute, d'autre part, qu'il préférerait voir conserver la rédaction originale du second alinéa du même paragraphe telle qu'elle figure dans le projet présenté par les honorables Délégués du Japon.

Le Président déclare que, malgré les opinions qui ont été exprimées sur ce point, le second Délégué du Japon et lui-même n'en persistent pas moins à penser que le texte amendé par l'honorable Délégué de France est parfaitement clair. Les Délégués japonais sont, par conséquent, partisans du maintien du paragraphe sous cette dernière forme.

M. Neyt demande lequel des deux mots "section" ou "chambre" on devra adopter en français dans la nouvelle rédaction du paragraphe.

Il est décidé d'adopter le mot "chambre".

M. Hubbard insiste sur la nécessité que lui paraît présenter l'amendement au premier alinéa du paragraphe 1 qu'il a eu l'honneur de mettre en avant. L'addition des mots qu'il propose d'insérer ne toucherait en aucune façon à l'amendement de l'honorable Délégué de France au second alinéa du même paragraphe, et elle aurait pour effet de poser, de manière à rendre tous les doutes impossibles, le principe que, dans chacun des tribunaux et dans chacune des Cours, il devra y avoir une majorité de juges de nationalité étrangère.

Plusieurs Délégués expriment l'avis que l'amendement de M. Hubbard constituerait une amélioration du texte original et pourrait être accepté avec avantage.

Le Président craint qu'il n'existe un malentendu sur la question des termes du paragraphe en discussion. Il croit devoir expliquer que, dans l'intention des auteurs du projet, ce n'est pas la majorité des juges attachés à chaque Cour ou à chaque tribunal qui devra être composée de juges étrangers, mais seulement la majorité des juges siégeant dans lesdites Cours ou lesdits tribunaux pour juger les procès où des étrangers seront en cause.

Des difficultés s'étant élevées sur la manière de rendre en français l'addition de mots proposée par le Délégué des Etats-Unis,

Le Comte Zaluski présente pour le premier

of paragraph 1; but added that he would prefer that the original wording of the second portion of the same paragraph, as it appeared in the draft presented by the honorable Japanese Delegates, should be maintained.

The President said that notwithstanding the views which had been expressed on this point, it still appeared to the Second Delegate for Japan and himself that the paragraph as amended by the honorable Delegate of France was perfectly clear. The Japanese Delegates therefore preferred to maintain the paragraph as thus amended.

Mr. Neyt asked which of the two words "section" or "branch" was to be adopted in the French text of the new wording of the paragraph.

It was decided to adopt the word "branch."

Mr. Hubbard said that he was still of opinion that the amendment which he had had the honor to suggest in the first clause of paragraph 1 was very necessary. The addition of the words which he had suggested would interfere in no way with the amendment of the honorable Delegate of France to the second clause of that paragraph, while it would establish beyond the possibility of a doubt the principle that in each court there should be a majority of judges of foreign nationality.

Several Delegates expressed the opinion that the amendment proposed by Mr. Hubbard was an improvement on the original wording, and might be adopted with advantage.

The President observed that there seemed to be some misunderstanding on the subject of the wording of the paragraph in question. He thought it necessary to explain that it was not intended that the majority of judges attached to each court should be foreigners, but simply that the majority of judges in each court sitting to try cases where foreigners were concerned should be foreigners.

A question having arisen as to how the additional wording proposed by the Delegate of the United States should be rendered in the French text,

Count Zaluski submitted the following re-

alinéa du paragraphe 1 modifié par M. Hubbard la version d'ensemble suivante, qui est approuvée par la Conférence :

“ Dans les tribunaux de première instance (Chihosai-bansho), les Cours d'Appel (Kosoin) et la Cour Suprême (Daishinin), les juges de nationalité étrangère devront être en majorité.”

M. Hubbard dit qu'il se sent responsable, dans une certaine mesure, de la discussion prolongée et minutieuse où s'est engagée la Conférence. Il est vrai que, en proposant son amendement au premier alinéa du paragraphe 1, il ne prévoyait pas que cet amendement donnerait lieu à des débats aussi étendus. Il lui semblait qu'il ne pouvait y avoir deux opinions sur le fait que, en ce qui touche le texte anglais tout au moins, l'addition des mots : “ in each of the said Courts ” rendrait le sens beaucoup plus clair, et il pensait que ses honorables Collègues de Grande-Bretagne ne le contrediraient pas sur ce point. Cette addition, d'ailleurs, a été approuvée par le second Délégué de Grande-Bretagne, dont l'opinion, au point de vue juridique, est d'un grand poids, et par d'autres Délégués. Néanmoins, comme il tient à éviter de retarder en quoi que ce soit les délibérations de la Conférence, et pour mettre fin à la discussion qui s'est élevée, l'orateur retire son amendement.

Le Comte Zaluski juge qu'il serait fâcheux que l'amendement proposé par son honorable Collègue le Délégué des Etats-Unis fût retiré. L'avantage qui en résulterait au point de vue de la clarté de la rédaction profiterait au texte français non moins qu'au texte anglais, et c'est pour ce motif que l'orateur avait soumis à la Conférence une nouvelle version française du premier alinéa du paragraphe 1, qui a été approuvée, et dont il prendra la liberté de donner lecture de nouveau.

Sir Francis Plunkett s'associe au Comte Zaluski pour regretter le retrait de l'amendement qui avait été proposé par l'honorable Délégué des Etats-Unis. Cet amendement, en effet, a l'avantage de faire ressortir encore plus clairement l'intention de la Conférence, et comme l'honorable Délégué d'Autriche-Hongrie a bien voulu pré-

modeller version in French of the first clause of paragraph 1, as modified by Mr. Hubbard's amendment, and this version was accepted by the Conference :

“ Dans les tribunaux de première instance (Chiho-saibansho), les Cours d'Appel (Kosoin), et la Cour Suprême (Daishinin) les juges de nationalité étrangère devront être en majorité.”

Mr. Hubbard said that he felt himself responsible in a measure for the lengthy and minute discussion into which the Conference had entered. When, however, he had proposed his amendment to the first clause of paragraph 1, he had not anticipated that it would give rise to such an elaborate debate. There could be no two opinions, he thought, that so far as the English version of the clause in question was concerned, the addition of the words “ in each of the said courts ” made the meaning very much clearer, and on this point he felt confident that his British Colleagues would support his contention. This addition, moreover, had been approved by the Second Delegate of Great Britain, to whose opinions a legal weight attached, and by other Delegates. Nevertheless, as he was anxious to avoid protracting in any way the deliberations of the Conference, he would, with a view of closing the discussion which had been raised on this subject, withdraw his amendment.

Count Zaluski was of opinion that it would be a pity if the amendment proposed by his honorable Colleague the Delegate of the United States was withdrawn. The advantage in point of clearness of wording which would be secured by its adoption applied to the French text no less than to the English text of the paragraph, and it was for this reason that he had submitted to the Conference the remodelled version in French of the first clause of paragraph 1, which had been approved by the Delegates, and which he would take the liberty of reading again.

Sir Francis Plunkett said that he agreed with Count Zaluski in deprecating the withdrawal of the amendment which had been proposed by the honorable Delegate of the United States. This amendment had the advantage of bringing out still more clearly the intention of the Conference, and as his honorable Colleague

parer une nouvelle version du premier alinéa du paragraphe, tel qu'il a été modifié par l'insertion de la phrase suggérée par M. Hubbard, l'orateur considère que la Conférence ferait bien d'adopter l'amendement en question.

M. Hubbard répond que, par égard pour les vues exprimées au sujet de son amendement par ses honorables Collègues les Délégués d'Autriche-Hongrie et de Grande-Bretagne, il reviendra sur sa détermination, et priera la Conférence de considérer le retrait de sa proposition comme non avenue.

M. de Martino demanda au Président de vouloir bien mettre aux voix le paragraphe 1 sous sa forme amendée.

Le Président dit que, en présence de l'unanimité d'opinion que paraît manifester la Conférence en faveur de l'amendement proposé par l'honorable Délégué des Etats-Unis, les Délégués japonais ne s'opposent plus à son acceptation.

Le paragraphe 1, sous sa forme amendée, est lu ainsi qu'il suit et adopté par la Conférence :

“ 1. Dans les tribunaux de première instance (Chihosai-bansho), les Cours d'Appel (Kosoin) et la Cour Suprême (Daishinin), les juges de nationalité étrangère devront être en majorité.”

“ Aucun jugement ou arrêt ne pourra être rendu par un nombre de juges moindre que celui qui aura été déterminé par la loi.”

“ Cependant une chambre de la Cour d'Appel sera composée d'un nombre de juges supérieur à celui des juges d'un tribunal de première instance ; de même une chambre de la Cour Suprême comptera plus de juges qu'une chambre d'une Cour d'Appel.”

Il est donné lecture du paragraphe 2, ainsi qu'il suit :

“ 2. Aucun juge ayant pris part à la décision d'un tribunal inférieur ne pourra siéger dans un tribunal supérieur jugeant la même affaire.”

Ce paragraphe est adopté sans observations.

of Austria-Hungary had been kind enough to prepare a remodelled version in French of the text of the first clause of the paragraph, as modified by the insertion of the phrase suggested by Mr. Hubbard, he thought that the Conference would do well to adopt the amendment in question.

Mr. Hubbard observed that, having regard to the views expressed on the subject of his amendment by his honorable Colleagues of Austria-Hungary and Great Britain, he would reconsider his withdrawal of it, and would ask the Conference to regard that withdrawal as cancelled.

Mr. de Martino asked the President to invite the vote of the Conference on Paragraph 1 in its amended form.

The President said that, in view of the apparent unanimity of opinion on the part of the Conference in favor of the adoption of the amendment proposed by the honorable Delegate of the United States, the Japanese Delegates would no longer oppose its acceptance.

Paragraph 1 in the following amended form was then read and accepted by the Conference.

“ The Courts of First Instance (Chiho-saibansho), the Courts of Appeal (Kosoin), and the Supreme Court (Daishinin) shall be so constituted that a majority of the judges in each of the said courts shall be of foreign nationality.”

“ No judgment of a lower or higher court shall be rendered by a number of judges less than that fixed by law.”

“ Nevertheless, each branch (or section) of a Court of Appeal shall be composed of a number of judges larger than that of a Court of First Instance ; in the same way each branch of the Supreme Court shall contain more judges than a branch of a Court of Appeal.”

Paragraph 2, as follows, was then read :—

“ No judge who has taken part in the decision of a lower court shall sit in appeal in the same case as a member of a higher court.”

This paragraph was adopted without any observations.

Il est donné lecture du paragraphe 3 :

“ 3. Les jugements rendus par les tribunaux composés d'un seul juge (*Kusaibansho*), seront sujets à appel devant les tribunaux collégiaux de première instance.”

Une discussion s'engage sur les termes de ce paragraphe, à la suite de laquelle la rédaction suivante :

“ Les jugements rendus par les tribunaux formés d'un seul juge (*Kusaibansho*) seront sujets à appel devant les tribunaux collégiaux de première instance.”

Est acceptée par les Délégués japonais et mise aux voix par le Président.

M. Neyt dit qu'avant qu'il ne soit procédé au vote, il prendra la liberté de demander des explications sur le mot “collégiaux,” dont il ne saisit pas exactement le sens. C'est la première fois qu'il voit cet adjectif employé pour qualifier des tribunaux. Quelle que soit, d'ailleurs, l'acception dans laquelle ce mot soit pris ici, l'orateur est d'avis que le terme “tribunaux de première instance” suffit amplement à déterminer la nature des tribunaux de cet ordre et qu'il n'est point besoin d'un autre qualificatif.

M. Sienkiewicz croit que, dans le cas présent, le mot “collégiaux” est employé pour indiquer le principe de la pluralité des juges appliqué en ce qui concerne les tribunaux de première instance et les Cours, par opposition au principe de l'unité de juge qui est admis pour les tribunaux inférieurs. Cependant, comme il est spécifié dans le texte même de l'article que les tribunaux de première instance auront une majorité de juges étrangers, la pluralité des juges de ces tribunaux est, par là même, suffisamment démontrée, et dès lors le mot “collégiaux” n'a pas de raison d'être.

Le Président explique que l'emploi de l'expression “tribunaux collégiaux de première instance” résulte de la classification des tribunaux japonais, laquelle, d'après la nouvelle loi sur l'organisation judiciaire, comprend les ordres de tribunaux suivants :

- 1° les tribunaux locaux (*Kusaibansho*);
- 2° les tribunaux de district (*Chiho-saibansho*);
- 3° les Cours d'Appel (*Kosoin*);
- 4° la Cour Suprême (*Daishinin*).

Paragraph 3, as follows, was then read:—

“ From all decisions given by judges sitting alone (*Kusaibansho*) an appeal shall lie to the Collegiate Courts of First Instance.”

A discussion ensued on the wording of this paragraph, at the end of which the following wording:—

“ From all decisions given by judges sitting alone (*Kusaibansho*) an appeal shall lie to the Collegiate Courts of First Instance.”

Was accepted by the Japanese Delegates and put to the vote by the President.

Mr. Neyt said that before the Conference proceeded to vote, he would take the liberty of asking for explanations in regard to the word “collegiate,” the meaning of which he did not exactly comprehend. It was the first time he saw this adjective used to qualify courts. Whatever, however, might be the sense in which the word was used, he was of opinion that the term “Court of First Instance” was quite sufficient to determine the nature of courts of this kind, and that no further qualification was needed.

Mr. Sienkiewicz thought that in the present case the word “collegiate” was employed in order to indicate the principle of the plurality of judges, as applied to the Courts of First Instance, the Courts of Appeal, and the Supreme Court, in contradistinction to the principle of a single judge, which was admitted in the case of the lower courts. As, however, it was specified in the text of the Article itself that the Courts of First Instance would have a majority of foreign judges, the plurality of judges in these courts was by that fact alone made sufficiently clear, and, therefore, there was no necessity for the word “collegiate.”

The President said that the employment of the term “Collegiate Courts of First Instance” was due to the classification of the Japanese Courts, which, according to the new Constitution of the Law Courts was as follows:—

1. Local Courts (*Kusaibansho*).
2. District Courts (*Chiho-Saibansho*).
3. Appeal Courts (*Kosoin*).
4. The Supreme Court (*Daishinin*).

* The English text of this paragraph remains here unaltered; in the French version, however, the word “formés” is substituted for the word “composés.”

A l'exception des tribunaux locaux, qui n'auront qu'un seul juge, tous ces tribunaux sauf les cas pour lesquels il en est ou sera décidé autrement par le Code de Procédure ou par des lois spéciales, seront, pour rendre des jugements, composés de plusieurs juges siégeant concurremment: c'est ce qu'on a voulu exprimer par le terme “collégiaux” appliqué à ces divers tribunaux. Mais comme, d'autre part, les tribunaux locaux sont, pour ainsi dire, aussi bien que les tribunaux de district, des tribunaux de première instance, on avait fait usage, en parlant de ces derniers dans le paragraphe en discussion, de l'expression “tribunaux collégiaux de première instance” pour les distinguer des autres tribunaux de première instance, c'est-à-dire des tribunaux locaux. Les Délégués japonais considèrent qu'il est nécessaire, dans tous les cas, pour éviter les confusions, de conserver une distinction quelconque, et le Président émettra, par conséquent, l'avis de substituer au terme “tribunaux collégiaux de première instance,” le terme “tribunaux de district de première instance.”

M. de Martino fait observer que la Conférence, en adoptant le paragraphe 1 de l'Article VII, a déjà accepté pour les tribunaux en question la dénomination qui y figure. Dans ce paragraphe, on les dénomme “tribunaux de première instance (*Chiho-saibansho*)” L'orateur considère, par suite, qu'il n'est besoin d'ajouter ni le mot “collégiaux,” ni les mots “de district” dans le présent paragraphe, non plus que dans les autres paragraphes du projet où apparaissent ces termes, dont il proposera, en conséquence, l'omission.

Le Président ayant consulté la Conférence sur la proposition du Délégué d'Italie, cette proposition est acceptée par tous les Délégués.

Le paragraphe 3 est alors lu sous sa forme amendée, ainsi qu'il suit, et adopté par la Conférence :

“ 3. Les jugements rendus par les tribunaux formés d'un seul juge (*Kusaibansho*) seront sujets à appel devant les tribunaux de première instance.”

Il est donné lecture du paragraphe 4 :

With the exception of the Local Courts, which would be presided over by a single judge, cases coming before these courts not otherwise provided for by the Codes of Procedure or by special law would be tried by several judges sitting together, an arrangement which was expressed by the term “collegiate” which had been applied to those courts. As, however, both the District Courts and the Local Courts were, so to speak, Courts of First Instance, in mentioning the District Courts in the paragraph under discussion, the term *Collegiate Courts of First Instance* had been employed in order to distinguish them from the other Courts of First Instance (the Local Courts, *Kusaibansho*). The Japanese Delegates thought that it was necessary in order to avoid confusion that some distinction should be maintained, and he suggested that the word “district” might be substituted for the word “collegiate”.

Mr. de Martino begged to point out that the Conference had, by its adoption of paragraph 1 of Article VII, already accepted the definition of the courts in question which was there given. In that paragraph they were termed “Courts of First Instance” (*Chiho-Saibansho*). He was therefore of opinion that it was unnecessary to add the word “collegiate” or the word “district” either in the paragraph now under consideration, or in any other of the succeeding paragraphs of the draft in which the word occurred, and he would accordingly propose that it should be omitted.

The President having invited the opinion of the Conference upon the proposition of the Delegate of Italy, it was accepted by all of the Delegates.

Paragraph 3, in the following amended form, was then read and accepted by the Conférence:—

“ From all decisions given by judges sitting alone (*Kusaibansho*) an appeal shall lie to the Courts of First Instance.”

Paragraph 4, as follows, was then read, and was accepted by the Conférence:—

"4. Les jugements rendus par les tribunaux de première instance seront sujets à appel devant une des Cours d'Appel."

Ce paragraphe est adopté par la Conférence.

Il est ensuite donné lecture du paragraphe 5 :

"5. Les jugements rendus par les Cours d'Appel seront sujets à pourvoi, pour erreur de droit, devant la Cour Suprême."

M. Sienkiewicz propose de substituer, dans ce paragraphe, les mots : "Les jugements en dernier ressort," aux mots : "Les jugements rendus par les Cours d'Appel."

M. Hannen dit que les termes du paragraphe, sous sa forme actuelle, lui paraissent parfaitement clairs, et il ne voit pas d'intérêt à les modifier.

M. Sienkiewicz répond que s'il a suggéré l'amendement en question, ce n'est point pour le plaisir de changer des mots, mais bien pour mieux préciser les attributions spéciales de la Cour Suprême et pour prévenir, en outre, une discussion qui, si l'on s'y engageait, risquerait d'entraîner assez loin la Conférence.

M. Hubbard demande à faire une observation sur les termes du paragraphe 5. On a donné à entendre que ce paragraphe réduisait les attributions de la Cour Suprême, dans les affaires qui lui sont soumises, à l'examen des points de droit, à l'exclusion absolue des points de fait. L'orateur doute qu'il en soit réellement ainsi. Il est vrai que le paragraphe 5 dispose qu'il n'y aura pourvoi devant la Cour Suprême que pour erreur de droit ; mais cette disposition n'enlève pas à la Cour le droit d'examiner les faits d'une cause qui lui serait soumise, lorsque l'incrimination reposerait sur une erreur qui aurait été commise par le tribunal ou la Cour d'Appel dans l'application de la loi aux faits invoqués comme preuves au cours du procès jugé par le tribunal inférieur. Les mots "pour erreur de droit," tels qu'ils sont employés dans le paragraphe en discussion, ne sauraient, par aucune conséquence logique, empêcher la Cour Suprême de juger, ni les appelants d'introduire un pourvoi reposant sur ce chef que le tribunal inférieur s'est trompé en rendant un jugement ou un arrêt qui ne serait pas appuyé sur les faits, et qui, dès lors, serait entaché d'une "erreur de droit,"

"There shall be an appeal from the decisions of the Courts of First Instance to the Courts of Appeal."

Paragraph 5, as follows, was then read : —

"From the decisions of the Courts of Appeal there shall be an appeal on ground of error in law to the Supreme Court."

Mr. Sienkiewicz proposed to substitute for the words "from the decisions of the Courts of Appeal" in this paragraph the words "from decisions *en dernier ressort*."

Mr. Hannen said he thought the wording of the paragraph, as it stood, was quite clear, and he could see no advantage in its being altered.

Mr Sienkiewicz observed, in reply, that he had proposed the amendment in question not from any wish to change words, but in order to specify more clearly the special functions of the Supreme Court, and in order, moreover, to prevent a discussion which, if it was once started, was liable to carry the Conference a long way.

Mr. Hubbard desired to make an observation with reference to the wording of paragraph 5. It had been suggested that that paragraph restricted the Supreme Court, when cases were brought before it on appeal, to the consideration of questions of law and not in any sense to questions of fact. It did not seem to the Delegate of the United States that this was altogether the case. It was true that paragraph 5 provided that an appeal to the Supreme Court would only lie on the ground of an error in law, but that provision did not exclude the court from considering the facts of any case which might come before it on appeal, where the error alleged was that the court erred in applying the law to the facts as given in the evidence on the trial below. The words "on ground of error in law," as employed in the paragraph under discussion, would not, in Mr. Hubbard's opinion, by necessary logical construction prevent the Supreme Court from hearing, or appellants from preferring, an appeal on the ground that the lower court erred in rendering a judgment which was unsupported by the facts, and which was therefore "an error

in law," because not responsive to the law.

Chaque fois, d'ailleurs, qu'un pourvoi sera porté devant la Cour Suprême, le détail des faits de la cause, contenu dans les procès-verbaux des audiences, devra nécessairement lui être transmis, à moins que le pourvoi ne repose uniquement sur une question de droit, comme, par exemple, une exception. Or, il ne peut guère y avoir erreur de droit indépendamment des faits auxquels la loi a dû être appliquée. Aussi, encore que la Cour Suprême n'ait évidemment pas le droit de reprendre l'affaire, de citer des témoins, ni de recevoir de nouvelles dépositions, les procès-verbaux du tribunal d'un degré inférieur dont le jugement fait l'objet du pourvoi, n'en seront pas moins placés sous ses yeux, et elle pourra examiner les faits contenus dans ces documents, en tant que ces faits se réfèrent au point particulier sur lequel porte le pourvoi. Il arrivera donc, dans la majorité des cas, que tout ce qui aura été passé en revue devant le tribunal inférieur, devra être examiné par la Cour Suprême à son tour.—En raisonnant d'après ce qui se passe dans les systèmes judiciaires de l'Occident, les tribunaux de première instance jugent les points de droit et les points de fait. L'appel devant la Cour d'Appel portera donc sur l'un des chefs suivants : 1^o, ou sur ce que le verdict ou le jugement est en contradiction avec les preuves et les témoignages ; 2^o, ou sur ce que le tribunal a commis une erreur dans l'application ou l'interprétation de la loi ; 3^o, ou enfin sur ce que l'évidence et la loi ont été à la fois méconnues. Dès lors, si l'affaire est portée devant la Cour Suprême, il faudra que celle-ci puisse examiner la décision de la Cour d'Appel, que cette décision porte sur un point de droit ou sur un point de fait. Il s'ensuit donc, d'après M. Hubbard, que le paragraphe 5 ne limite pas les pouvoirs de la Cour Suprême, en tant que Cour destinée à juger les pourvois ; mais, au contraire, il semble à l'orateur que, étant donné le fait que l'on n'admettra pas le jury, ce paragraphe, tel qu'il est, fournit une garantie qui n'existerait pas si tous les appels intermédiaires étaient supprimés.

M. de Martino dit qu'il se bornera à répondre en quelques mots à son honorable Collègue le Délégué des Etats-Unis.—S'il n'est point com-

in law", because not responsive to the law.

When, moreover, an appeal was taken to the Supreme Court "the statement of facts" in the transcript of the record would necessarily have to be transmitted to that tribunal, unless the appeal was brought merely in connection with a point of law, as, for example, on demurrer. But there could not well be any error in law except as regarded the facts to which the law had to be applied. While, therefore, the Supreme Court would not of course have the right to reopen the case, to summon witnesses, or to take new evidence, the record of the court below from whose decision the appeal had been taken would be before it, and the Supreme Court could consider the facts contained in that record in all their bearings upon the particular point concerning which the appeal had been brought. It would happen, in consequence, that, in the majority of cases, everything which had passed in review before the court below would necessarily have to be considered in the Supreme Court. Reasoning from the analogies of Western judicial systems, the Courts of First Instance would try cases on the law and the facts ; an appeal would then lie to the Court of Appeal on the ground, 1st either because the verdict or judgment was contrary to the evidence ; or, 2nd, because the court below had made an error in charging or construing the law ; or, 3rd, because the judgment was contrary to both the law and the evidence. Then if an appeal was taken to the Supreme Court, the action of the Court of Appeal, whether relating to law or to fact, would be reviewed by the court of last resort. In Mr. Hubbard's opinion, it followed that paragraph 5 did not restrict the powers of that court as a Court of Appeal ; but, on the contrary, in view of the fact that juries were to be dispensed with, it seemed to him that the paragraph, as it stood, furnished a guarantee which would not exist if all intermediate appeals were to be abolished.

Mr. de Martino stated that he would limit himself to a very short reply to his honorable Colleague of the United States. He (Mr. de

pétent pour juger des institutions judiciaires des Etats-Unis, il croit l'être, du moins, pour dire que les vues exprimées par son honorable Collègue sont en contradiction complète avec les principes de jurisprudence qui ont cours en Europe dans les pays du continent, et, avec le rôle de la Cour Suprême dans ces pays,—on peut même dire avec les principes qui ont cours au Japon, puisqu'il est acquis que la législation japonaise sera analogue à la législation continentale.—Il semble à l'orateur que si c'est ainsi que l'honorable Délégué des Etats-Unis envisage les attributions de la Cour Suprême, il aurait dû logiquement s'opposer aux mots: "pour erreur de droit," qui figurent dans le paragraphe en discussion. Ces mots démontrent d'une manière formelle et précise que la Cour de Cassation n'entre pas dans un nouvel examen des faits, qu'elle tient pour vrais. C'est pour violation de la loi dans son application à ces faits que, sur la demande des parties en cause ou du Ministère public, elle rejette le pourvoi ou elle casse le jugement.

Le Président croit devoir expliquer que le Gouvernement japonais, en préparant sa loi sur l'organisation judiciaire, a donné à la Cour Suprême des attributions analogues à celles d'une Cour de Cassation, c'est-à-dire que cette Cour aura à juger les points de droit et non les points de fait.

M. Sienkiewicz pense que, pour que tout le monde soit d'accord, il suffit de dissiper les doutes auxquels peut donner lieu la dénomination appliquée à la plus haute Cour. Le terme "Cour Suprême," s'il n'était point défini, pourrait, en effet, impliquer l'idée d'une Cour simplement supérieure aux Cours d'Appel, et susceptible de rendre des jugements sur le fond. Mais des explications que viennent de fournir les honorables Délégués du Japon, il résulte que cette Cour sera en réalité une Cour de Cassation, c'est-à-dire une Cour dont le rôle consisterait seulement, en ne s'occupant que de vérifier si la loi a été observée, soit à confirmer les jugements en dernier ressort, soit à les casser en renvoyant alors l'affaire, pour un nouveau jugement au fond, devant un tribunal du même ordre que celui ayant rendu le jugement ou l'arrêt annulé.

Martino) was not a competent judge of the judicial institutions of the United States; but he was competent to say that the views expressed by his honorable Colleague were in complete contradiction to the principles of jurisprudence and to the functions of the Supreme Court on the Continent of Europe, and he could add to those of Japan, as it was a known fact that Japanese legislation would be similar to European continental legislation. It seemed to him (Mr de Martino) that if the honorable Delegate of the United States took that view of the functions of the Supreme Court, he ought logically to have objected to the words, "on ground of error in law," which occurred in the paragraph under discussion. By those words it was precisely and accurately expressed that the Court of Cassation would not enter into a fresh examination of the facts which it accepted as correct. It was for violation of the law as applied to those facts that, at the demand of the parties in the case, or of the Public Prosecutor, it rejected the appeal or quashed the judgment.

The President desired to explain that the Japanese Government, in framing the Constitution of the Law Courts, had conferred upon the Supreme Court functions similar to those of a Court of Cassation, which could consider questions of law but not of fact.

Mr. Sienkiewicz was of opinion that, in order to establish a general agreement of opinion, it would be sufficient to dispel the doubts to which the term applied to the highest Court might give rise. The term "Supreme Court", although not at all precise, might, in fact, simply convey the idea of a Court superior to the Courts of Appeal and capable of rendering judgments on the whole facts of a case. It appeared from the explanation which had just been given by the honorable Delegates of Japan, that that court would in reality be a Court of Cassation, that was to say a court the only function of which, its duty being simply to see if the law had been followed, would be to confirm judgments *en dernier ressort*, or to quash them, and send back the case, in that event, to a court of the same class as that which had delivered the judgment which had been quashed,

M. Schévitch croit devoir suggérer, à ce propos, un amendement très-simple et qui consisterait à dire: "Les jugements rendus par les Cours d'Appel seront sujets à pourvoi, *exclusive-ment* pour erreur de droit, devant la Cour Suprême."

M. Sienkiewicz préfère la formule qu'il a proposée lui-même: l'expression "jugements en dernier ressort" est plus technique, plus juridique.

M. Schévitch est d'accord sur ce point avec son honorable Collègue le Délégué de France; mais s'il a suggéré l'insertion du mot "exclusivement," c'est pour éviter tous les doutes sur le but et le rôle de la Cour Suprême.

Sur la demande de plusieurs Délégués, il est donné lecture de nouveau de l'amendement du Délégué de France.

La question ayant été soulevée de savoir comment rendre, dans la version anglaise du paragraphe 5, de manière à faire concorder les deux textes, les mots "en dernier ressort,"

Sir Francis Plunkett attire l'attention de la Conférence sur le fait qu'il n'y a pas là seulement une question de traduction. Il existe également dans le sens une différence radicale entre le paragraphe 5 des propositions japonaises et l'amendement de l'honorable Délégué de France. De là l'importance que l'orateur attache aux termes employés.

M. Hannen confirme les assertions de Sir Francis Plunkett. Aux termes des propositions japonaises, sous leur forme présente, il y aurait appel des tribunaux locaux aux tribunaux de première instance, des tribunaux de première instance aux Cours d'Appel, et, sur les points de droit, des Cours d'Appel à la Cour Suprême; mais tous les appels devraient passer d'un degré à l'autre jusqu'au dernier. Si, au contraire, l'amendement de l'honorable Délégué de France était adopté, les appels n'auraient plus à passer successivement par chacun des ordres de tribunaux: ils pourraient être portés directement d'un tribunal inférieur à la Cour Suprême, sans passer par aucun des degrés intermédiaires. — On voit donc qu'il y a sur ce

in order that a fresh judgment might be given on the merits of the case.

Mr. Schévitch felt bound to suggest on this point an amendment which was very simple, and which would consist in saying, "The judgments rendered by the Courts of Appeal shall be subject to appeal to the Supreme Court on the ground *exclusively* of error in law."

Mr. Sienkiewicz preferred the formula which he had proposed himself; the expression "judgments *en dernier ressort*" was more technical and more legal.

Mr. Schévitch agreed on this point with his honorable Colleague the Delegate of France; he had suggested the insertion of the word "exclusively" in order to prevent all doubt as to the object and functions of the Supreme Court.

At the request of several Delegates, the amendment of the Delegate of France was read again.

A question having arisen as to how the term *en dernier ressort* should be rendered in the English version of paragraph 5, in order that the two texts might correspond,

Sir Francis Plunkett begged to impress on the Conference that it was not merely a question of translation. There was a radical difference also in sense between paragraph 5 of the Japanese proposals and the amendment of the honorable Delegate of France; hence the importance which he attached to the wording.

Mr. Hannen desired to confirm the statement made by Sir Francis Plunkett. According to the Japanese proposals, as they now stood, there would be an appeal from Local Courts to Courts of First Instance, from Courts of First Instance to Courts of Appeal, and from Courts of Appeal, on questions of law, to the Supreme Court, but all appeals would have to pass through from court to court. If the amendments of the honorable Delegate for France, however, were adopted, it would not be necessary for appeals to go through each court; they might be taken directly from a lower court to the Supreme Court, without passing through any intermediate stages. It would therefore be seen that there was a substantial difference on this point

point, entre le projet japonais tel qu'il est et l'amendement de l'honorable Délégué de France, une différence essentielle qu'aucune traduction, ne saurait concilier. Ce qui importe avant tout, c'est de savoir lequel des deux systèmes on entend adopter.

M. Sienkiewicz, en réponse aux observations des deux honorables Délégués de Grande-Bretagne, rappelle qu'il avait cru devoir se borner à proposer l'insertion au paragraphe 5 des mots : " Les jugements en dernier ressort " au lieu des mots : " Les jugements rendus par les Cours d'Appel, " sans insister sur tous les motifs qui lui faisaient juger cette substitution utile et désirable. Mais les remarques que vient de faire M. Hannen changent la situation et rendent désormais inévitable la discussion que l'orateur prévoyait et qu'il s'était abstenu de soulever. — L'honorable second Délégué de Grande-Bretagne affirme que le pourvoi en cassation devant la Cour Suprême ne s'applique qu'aux arrêts rendus par les Cours d'Appel, et que des décisions des tribunaux locaux on devrait aller en premier appel devant les tribunaux de première instance et en second appel devant les Cours d'Appel. — Le Délégué de France se permettra de déclarer que ce système est absolument contraire aux principes du droit français tout au moins, et que, dans la pratique, il lui paraît ne pouvoir donner lieu qu'à des complications tout-à-fait inutiles. Déjà, lorsqu'il y a, pour une affaire, deux degrés de juridiction, il arrive le plus souvent que les parties, lors de la première instance, se bornent à plaider sommairement et réservent leurs moyens les plus sérieux en vue de la seconde instance, qui sera décisive. Si, au lieu de deux instances, elles en ont trois en perspective, les parties n'ont pour ainsi dire aucun compte de la première, où elles ne verront qu'une simple formalité comme l'est devenue, en France, la comparution en conciliation : sans souci de se voir condamnées par la juridiction inférieure, elles feront tous leurs efforts pour arriver le plus vite possible à la seconde instance, où elles ne déploieront pas encore leurs véritables moyens, ménageant les plus puissants pour l'instance finale devant la Cour d'Appel. — Une pareille procédure, par ses lenteurs, par les dé-

between the Japanese proposals, in their present form, and the amendment of the honorable Delegate of France which no translation could reconcile. The important point was first to know which of the two systems it was intended to adopt.

Mr. Sienkiewicz, in reply to the observations of the two honorable Delegates of Great Britain pointed out that he had felt bound to limit himself to proposing the insertion of the words " from decisions in dernier ressort " in place of the words " from the decisions of the Courts of Appeal, " without dwelling on all the reasons which led him to consider the substitution advantageous and desirable. The remarks which Mr. Hannen had just made, however, altered the situation, and rendered thenceforth inevitable the discussion which he had foreseen, and which he had abstained from raising. The honorable Second Delegate of Great Britain stated that appeal *en cassation* to the Supreme Court applied only to judgments rendered by a Court of Appeal, and that an appeal from the decision given by a local court must be carried in the first case to the Court of First Instance, and afterwards to a Court of Appeal. The Delegate of France begged to state that this system was absolutely contrary to the principles of French law, at least, and it seemed to him that in practice it could not help giving rise to quite useless complications. Already, when there were two stages of trial for a case, it generally happened that the parties concerned contented themselves with pleading summarily in the Court of First Instance, and reserved their serious efforts for the trial in the Court of Second Instance, which would be decisive. If, instead of two stages of trial, there were three in view, the parties interested would take no account, so to speak, of the action of the first court, which they would regard as a simple formality, such as proceedings in conciliation had become in France; without minding if the action went against them in the lower jurisdiction, they would do all they could to bring their case as soon as possible before the Court of Second Instance, where again they would not put forth their full strength, retain-

ing their most powerful resources for the final trial in the Court of Appeal. Procedure of this kind, by its slowness, its expense, and the loss of time which it would entail, could not fail to be more prejudicial than advantageous to suitors.

There were, the Delegate of France added, some lawyers who now advocated the idea of trial without appeal. This was a principle perhaps somewhat hazardous, but which it would have been less surprising to have encountered in the new legislation of Japan than the system of three stages of trial, which was proscribed, if not everywhere, at least almost everywhere. Since Japan was about to take a decisive step by adopting resolutely the principles of western law, it was a matter of surprise to see her seeking her models in the rear and not the van of the progress of jurisprudence.

The President desired to submit an amendment, which though not perhaps strictly in order, as paragraph 5 was now under discussion, still had an intimate connection with the subject under consideration. This amendment, while it differed materially from the present wording of the draft, was in accordance with the Constitution of the Law Courts. He would propose that the wording of paragraph 3 should be changed so as to read as follows: —

“ From all decisions given by Local Courts (Ku-saibansho) an appeal shall lie on questions of law and fact to the Courts of First Instance, and from the decisions of the Courts of First Instance sitting in appeal, there shall be an appeal on the ground of error in law to the Courts of Appeal. There shall be no farther appeal.”

Several Delegates having expressed their surprise at the advocacy of the system in question by the President,

Count Inouye stated that this system existed in several European countries, and he added that it had been personally approved by Monsieur Boissonade, who had expressed the opinion that there should be an intermediate court beyond which certain cases could not be taken on appeal.

Mr. Sienkiewicz replied that the fact that a French lawyer had acquiesced in the adoption of

Among the jurists, the Delegate of France, it is not who defend today the idea of the unity of instance. — It is a principle perhaps a little hazardous, but it is not surprising to find in the new Japanese legislation that the system is almost everywhere, at least almost everywhere. Since Japan was about to take a decisive step by adopting resolutely the principles of western law, it was a matter of surprise to see her seeking her models in the rear and not the van of the progress of jurisprudence.

The President demanded the permission to present an amendment which, though not perhaps strictly in order, since paragraph 5 was now under discussion, still had an intimate connection with the subject under discussion. This amendment, while it differed materially from the present wording of the draft, was in accordance with the Constitution of the Law Courts. He would propose that the wording of paragraph 3 should be changed so as to read as follows: —

“ From all decisions given by Local Courts (Ku-saibansho) an appeal shall lie on questions of law and fact to the Courts of First Instance, and from the decisions of the Courts of First Instance sitting in appeal, there shall be an appeal on the ground of error in law to the Courts of Appeal. There shall be no farther appeal.”

Several Delegates having expressed their surprise at the advocacy of the system in question by the President,

Count Inouye stated that this system existed in several European countries, and he added that it had been personally approved by Monsieur Boissonade, who had expressed the opinion that there should be an intermediate court beyond which certain cases could not be taken on appeal.

Mr. Sienkiewicz replied that the fact that a French lawyer had acquiesced in the adoption of

dont il s'agit, acquiescement dont l'honorable Président se fait un argument, n'implique pas nécessairement son approbation. Et, d'ailleurs, c'est ici une question de principe, et non d'appréciations personnelles.

Le Délégué de France considère que, si l'on se place au point de vue purement japonais, l'adoption d'un pareil système pour le mode de cassation des jugements ne peut pas être à l'avantage du Japon. Dans tous les pays où existe une Cour de Cassation, le rôle principal de cette Cour consiste à fixer la jurisprudence, c'est-à-dire à établir certains principes d'interprétation de la loi : avec deux ou plusieurs Cours remplissant simultanément ce rôle, ce n'est certes pas l'unité d'interprétation que l'on obtiendra.—Or, au moment où le Japon, rompant avec ses institutions judiciaires actuelles, se crée de toutes pièces une législation nouvelle, et donne à l'organisation de ses tribunaux des bases également nouvelles, dont la simplicité est loin d'être le caractère dominant, l'utilité d'une jurisprudence s'impose pour lui d'une manière d'autant plus absolue qu'il n'aura pour se guider aucune tradition, et une jurisprudence une et précise ne peut émaner que d'une Cour de Cassation unique.—Evidemment, ce pays a le droit de comprendre son intérêt comme il l'entend ; mais on ne peut s'empêcher de l'engager à mieux réfléchir avant que de compliquer dès l'origine son organisation judiciaire de superfluités peut-être dangereuses.

L'orateur ajoute qu'il ne croit pas que la question puisse être pour les étrangers d'une grande importance, du moment qu'il ne s'agit ici que de jugements en matière civile rendus par des tribunaux d'ordre inférieur ; mais il répète qu'au point de vue de l'intérêt du Japon lui-même, et sans quitter le terrain des principes, il lui semble qu'avant de s'arrêter à un semblable système, le Gouvernement japonais aurait dû au moins hésiter.

M. von Holleben déclare que, bien que le système dont il s'agit existe dans son propre pays, il n'hésite pas à partager, en ce qui concerne le Japon, les vues que vient d'exprimer le Délégué de France, et il pense, comme son honorable Collègue, que l'unité de jurisprudence

the system in question, — which the President had advanced as an argument in its favor, — did not necessarily imply his approbation. Moreover, the question was one of principle and not of personal views

The Delegate of France was of opinion that, from a purely Japanese point of view, the adoption of such a system for quashing or confirming judgments on appeal could not be advantageous for Japan. In all countries where a Court of Cassation existed the principal functions of that court were to determine jurisprudence, that was to say to establish certain principles for the interpretation of the law ; with two or more courts simultaneously discharging these functions, unity of interpretation would certainly not be the result. At the moment when Japan, parting company with its actual judicial institutions, was creating a new legislative system, no part of which existed before, and was establishing an equally new basis for the organization of its courts, the main characteristic of which was certainly not simplicity, a system of jurisprudence was absolutely necessary for her, the more so because she would have no precedents to guide her ; and one definite system could only emanate from a single Court of Cassation. This country had clearly the right to be the judge of her own interests, but it was impossible to abstain from inviting her to reflect well before complicating her judicial organization from the commencement by superfluities which might be dangerous.

Mr. Sienkiewicz added that he did not think that the question could have much importance for foreigners, since it was only a case of judgments in civil matters given by courts of inferior degree, but he repeated that from the point of view of the interests of Japan herself, and having regard to principles only, it appeared to him that the Japanese Government should at least have hesitated before deciding on a system of this kind.

Mr. von Holleben stated that although the system in question existed in his own country, he did not hesitate, so far as Japan was concerned, to share the views expressed by the Delegate of France ; he agreed with his honorable Colleague that the existence of one single

serait mieux garantie par l'existence d'une Cour de Cassation unique.

M. de Martino s'associe entièrement aux vues exprimées par son honorable Collègue d'Allemagne, et engage les honorables Délégués du Japon à accepter l'amendement proposé par l'honorable Délégué de France.

Le Comte Zaluski déclare que, dans son opinion, la Cour de Cassation étant la gardienne de l'interprétation authentique de la loi, il est, par suite, utile et désirable que cette attribution soit réservée à une Cour unique. Le Délégué d'Autriche-Hongrie ne peut donc qu'approuver, à ce point de vue, l'amendement proposé par son honorable Collègue de France, et il exprime le vœu que cet amendement ait pour résultat d'amener un remaniement en ce sens du projet de loi sur l'organisation judiciaire du Japon.

M. Neyt se rallie complètement aux appréciations des précédents orateurs.

Le Président regrette de ne pouvoir revenir sur l'opinion qu'il a exprimée, et qui lui a été dictée par le désir d'établir une harmonie aussi complète que possible entre les stipulations de la Convention et celles de la loi japonaise sur l'organisation judiciaire. Il constate, d'ailleurs, que la plupart des Délégués se sont placés plus spécialement au point de vue des intérêts du Japon pour combattre sa proposition. Or, on lui accordera qu'il est mieux placé que les Délégués étrangers pour juger du système de recours en cassation qui convient le mieux au Japon. On ne niera pas non plus qu'au point de vue même des principes, il serait fort regrettable qu'il y eût deux systèmes, l'un à l'usage des étrangers, l'autre à l'usage des Japonais. Il espère, en conséquence, que la Conférence voudra bien se rallier à l'opinion qu'il a eu l'honneur d'exprimer.

M. Hannen désire, avant que la Conférence ne quitte la question du paragraphe 3 et de l'amendement proposé par l'honorable Président, faire connaître qu'il partage complètement les idées qui ont été émises au sujet des pourvois en cassation par les honorables Délégués de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche-Hongrie et de Belgique. Il voudrait beaucoup mieux, à son sens, qu'il y eût une Cour de Cas-

Court of Cassation would be a better guarantee for the unity of jurisprudence.

Mr. de Martino said that he associated himself entirely with the views expressed by his honorable Colleague of Germany, and would advise the honorable Japanese Delegates to accept the amendment proposed by the Delegate of France.

Count Zaluski stated that as the Court of Cassation was the guardian of the authentic interpretation of the law, it was consequently, in his opinion, advantageous and desirable that this prerogative should be reserved to one single court. The Delegate of Austria-Hungary could from this point of view, therefore, only approve the amendment proposed by his honorable Colleague of France, and he expressed the wish that that amendment might have the result of causing the draft Constitution of the Law courts of Japan to be remodelled in this sense.

Mr. Neyt concurred entirely in the views expressed by the previous speakers.

The President regretted that he could not change the opinion which he had expressed, and which was based on his desire to bring the jurisdictional stipulations of the Convention, as nearly as was possible, into harmony with the Constitution of the Law Courts. He noticed, moreover, that most of the Delegates had in combatting his propositions taken their stand on Japanese interests. It would be admitted that he was better able than the Foreign Delegates to judge what system of appeal in cassation was best suited to Japan ; — neither would it be denied that on principle alone it would be very regrettable if there should be two systems, one for foreigners and the other for Japanese. He therefore hoped that the Conference would concur in the opinion which he had had the honor to express.

Mr. Hannen said that before the Conference passed from the subject of paragraph 3 and the amendments proposed by the honorable President, he desired to state that he quite agreed with the remarks which had been made on the subject of appeals by the honorable Delegates of France, Germany, Italy, Austria-Hungary, and Belgium. It was much better, he thought, that there should be only one final

sation unique. En supposant, par exemple, qu'il existât deux Cours de Cassation, et que, dans deux procès, l'un comportant un litige de 10 dollars, l'autre un litige de 500 dollars, tous deux reposant, d'ailleurs, sur le même point de droit, il intervint deux décisions différentes, il n'y aurait plus d'harmonie dans l'interprétation de la loi. L'orateur exprimera donc l'espoir que les honorables Délégués du Japon reviendront sur la détermination qu'ils viennent de signifier à propos de l'amendement de l'honorable Délégué de France, et qu'ils adopteront le principe d'une Cour de Cassation unique.

Le second Délégué de Grande-Bretagne ajoute qu'il lui paraît que la question du système qui sera suivi pour les pourvois en cassation n'intéresse pas très-immédiatement les étrangers, et que, dès lors, son opinion sur ce point ne repose pas sur des considérations relatives aux intérêts étrangers qui pourraient se trouver en jeu ; mais il juge que c'est là une question d'une importance capitale pour le Japon lui-même, et qu'à ce seul titre, les objections qui viennent d'être soulevées méritent d'attirer la sérieuse attention des Délégués du Japon.

M. Schévitch dit qu'il reconnaît la valeur de quelques uns des arguments qui ont été dirigés contre le système adopté par le Gouvernement japonais. Toutefois, il est d'avis que cette question, ainsi que ses honorables Collègues le Délégué de France et le second Délégué de Grande-Bretagne l'ont dit eux-mêmes, n'intéresse les étrangers que d'une manière indirecte, et il ne saurait y voir une question de principe. Dans l'opinion de l'orateur, c'est le Gouvernement japonais qui est ici le plus intéressé, pour ne pas dire le seul intéressé. Ce Gouvernement s'est livré à des travaux que l'on peut à bon droit qualifier d'immenses, en vue de la création de son organisation judiciaire, et si, après tous ces travaux, après toutes ces études, il s'est arrêté, pour le mode de cassation des jugements des tribunaux inférieurs, à un système qui, pour être différent de celui qui comportent la plupart des législations européennes, n'en existe pas moins dans quelques pays, et qui lui a paru probablement répondre mieux à ses besoins,

Court of Appeal. Supposing, for instance, that there were two final Courts of Appeal, and that in two cases, one involving the sum of 10 dollars and the other the sum of 500 dollars, in both of which, however, the same principle of law was concerned, different decisions were given, there would be no harmony in the interpretation of the law. He would therefore suggest that the honorable Japanese Delegates should reconsider the decision which they had announced in regard to the amendment proposed by the honorable Delegate of France, and adopt the principle that there should be only one final Court of Appeal on questions of law.

The Second Delegate of Great Britain added that it seemed to him that the question of the system to be followed in the case of appeals did not concern foreigners very closely, and that his opinion on this point was not therefore based on a consideration of the foreign interests which might be involved ; he considered, however, that the question was one of the utmost importance for Japan, and that from this point of view alone the objections which had been raised, and which were logically correct, deserved the careful consideration of the Japanese Delegates.

Mr. Schévitch said that he admitted the value of some of the arguments which had been directed against the system adopted by the Japanese Government. Nevertheless, he was of opinion that, as his honorable Colleagues the Delegate of France and the Second Delegate of Great Britain had themselves stated, this point concerned foreigners only indirectly, and he failed to see in it any question of principle. It appeared to him that the greatest, if not the sole interests concerned were those of the Japanese Government. That Government had undertaken labours which might justly be termed immense, with a view to the establishment of its judicial organization, and if after all those labours, and all those researches, it had decided to adopt a procedure for quashing or confirming the judgments of lower courts on appeal, which, though it might be different from that which was followed in most European systems of legislation, existed none the less in some countries, and which it had probably deemed to

serait-il juste de compromettre aujourd'hui, par une opposition qui ne se justifie pas suffisamment, le résultat d'une œuvre si laborieusement édiflée ?

Le Délégué de Russie, pour sa part, ne croirait pas faire acte de bonne politique s'il allait, en pareille matière, à l'encontre des désirs,—bien plus, du choix libre et raisonné du Gouvernement japonais ; et il doit, par conséquent, déclarer que, au risque de rester seul, il se range, en cette question, à l'avis des honorables Délégués du Japon.

Le Président remercie l'honorable Délégué de Russie des sentiments qu'il a bien voulu exprimer ; il espère, d'ailleurs, qu'à la prochaine séance, la Conférence arrivera à une entente.

Sur la motion du Président, la Conférence s'ajourne ensuite au lundi 21 février à 2 heures de l'après-midi (1), et la séance est levée à 6 heures moins un quart.

Signé :

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Certifié conforme à l'original :

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIBOKU.
JOHN. H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

(1) Cette date a été ultérieurement reportée au mercredi 23. (Note du Secrétariat).

be most suited to its own requirements, was it fair to compromise now, by an opposition which was not altogether justifiable, the result of a work so laboriously built upon ?

The Delegate of Russia said that, for his part, he did not think that he would be acting wisely if he were to place himself in a matter of this kind in opposition to the wishes, nay, indeed, the free and deliberate choice of the Japanese Government, and that he must, therefore, declare that, at the risk of finding himself alone, he sided in this matter with the honorable Delegates of Japan.

The President thanked the honorable Delegate of Russia for the sentiments which he had been so kind as to express, and said that he hoped that the Conference might, at the next meeting, arrive at an agreement upon this point.

On the motion of the President the Conference then adjourned until Monday the 21st of February at 2 o'clock in the afternoon. "

The meeting terminated at a quarter to 6 o'clock.

Signé :

INOUE.
AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
NICHOLAS J. HANNEN.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certified to be a correct copy :

" This date was subsequently postponed to Wednesday the 23d. (Note by the Secretariat).

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 20.

ANNEX TO PROTOCOL N° 20.

SECOND AMENDMENT
DES DÉLÉGUÉS DU JAPON
À L'ARTICLE VII
(ARTICLE V DU PROJET ANGLO-
ALLEMAND).

SECOND AMENDMENT PROPOSED BY
THE JAPANESE DELEGATES TO
ARTICLE VII (V OF THE
ANGLO-GERMAN
DRAFT).